



PREFET DE LA REGION CENTRE-VAL DE LOIRE

Arrêté

Portant décision après examen au cas par cas de la demande enregistrée sous le numéro F02419P0025 en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

**Le Préfet de région,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 et son livre V, titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement;
- Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°18.017 du 1^{er} février 2018 portant délégation de signature du préfet de la région Centre-Val de Loire à Monsieur Christophe CHASSANDE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas déposée par la société RENNAISE DE TRAVAUX PUBLICS (SRTP) enregistrée sous le numéro F02419P0025 relative à la création d'une centrale d'enrobage à chaud située sur le territoire de la commune de Villorceau, reçue le 15 février 2019 et considérée complète par accusé de réception le 25 février 2019 ;
- Vu l'avis de l'agence régionale de santé du 26 février 2019 ;

- Considérant que le projet consiste en la création d'une centrale d'enrobage à chaud située sur le territoire de la commune de VILLORCEAU (45) sur la parcelle ZE 128 d'une superficie de 8,12 hectares appartenant à Cofiroute ;
- Considérant que le projet relève du régime de l'autorisation sous la rubrique 2521-1 de la nomenclature des installations classées ;
- Considérant que le projet relève de la catégorie 1^oa du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;
- Considérant que le site d'implantation du projet ne présente pas de sensibilité particulière au regard des zonages qui concernent notamment la biodiversité, les milieux naturels, les sols et le paysage ;
- Considérant que la plateforme destinée à supporter le projet est existante depuis 1979 et accueille périodiquement des centrales d'enrobage;
- Considérant que le projet entraînera un trafic routier de 73 rotations par jour pendant 10 semaines dont l'impact est temporaire et à court terme ;
- Considérant l'accessibilité immédiate de l'autoroute A10 depuis le site du projet permettant un approvisionnement de la centrale d'enrobage en matériaux directement depuis l'A10 sans nuisances pour les zones habitées situées à plus de 200 mètres du projet;

- Considérant que le terrain est éloigné de toute zone sensible ;
- Considérant que le projet prévoit la mise en place d'un bassin de collecte des eaux de ruissellement équipé d'un séparateur d'hydrocarbures ;
- Considérant l'engagement du pétitionnaire à mettre en place un bassin de collecte des eaux d'extinction d'incendie ;
- Considérant l'engagement du pétitionnaire à respecter la réglementation en vigueur pour le stockage des produits dangereux notamment en terme de capacité de rétention ;
- Considérant l'engagement du pétitionnaire à stocker les produits dangereux le plus loin possible de l'autoroute et des premières habitations situées à plus de 200 mètres du projet ;
- Considérant les différentes mesures prévues pour éviter, réduire et compenser les impacts potentiels, ainsi que l'addition et les interactions de ces impacts ;
- Considérant que le projet relève de la procédure d'autorisation environnementale au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement et sera donc soumis à une étude d'incidence conformément à l'article R.181-14 du code de l'environnement et à une enquête publique de 15 jours ;
- Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas susceptible d'avoir des impacts notables sur l'environnement ou sur la santé justifiant une évaluation environnementale autres que ceux qui seront évalués dans le dossier d'étude d'incidence susmentionné ;

Arrête

Article 1^{er}

Le projet de la société RENNAISE DE TRAVAUX PUBLICS (SRTP) n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Elle ne préjuge pas d'exigence ultérieure relevant d'autres procédures réglementaires.

Article 3

Les voies et délais de recours sont précisés en annexe du présent arrêté.

Article 4

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Fait à Orléans, le - 8 MARS 2019

Pour le Préfet de la région
Centre-Val de Loire et par délégation,
Le Directeur Régional de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement


Christophe CHASSANDE

Voies et délais de recours

- **décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale :**

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Monsieur le Préfet de région

181 rue de Bourgogne

45042 ORLEANS Cedex

(formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

Recours gracieux :

Monsieur le Préfet de région

181 rue de Bourgogne

45042 ORLEANS Cedex

(formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Monsieur le Ministre de la Transition écologique et solidaire

Grande Arche

Tour Pascal A et B

92055 PARIS-LA-DÉFENSE Cedex

(formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal Administratif d'Orléans

28 rue de la Bretonnerie

45057 ORLEANS Cedex 1

(délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique)

- **décision dispensant le projet d'évaluation environnementale :**

Recours gracieux et hiérarchique uniquement, dans les conditions de droit commun susmentionnées.

